

Résumé analytique

Treize années après la fin d'un conflit qui a duré 10 ans et a considérablement dégradé le capital humain, l'infrastructure et les institutions de la Sierra Leone, le pays est désormais fermement engagé sur la trajectoire d'une paix et d'un développement durables. La Sierra Leone offre un bon exemple d'un pays africain qui a réussi sa transition à la suite d'un conflit. Mais le chemin à parcourir reste encore long.

La Banque africaine de développement (BAD, ou la Banque) a pris l'engagement important de renforcer ses capacités en vue d'intervenir efficacement dans les pays touchés par la fragilité. En 2008, elle a institué une Facilité en faveur des États fragiles, rebaptisée par la suite Facilité d'appui à la transition, afin de renforcer l'aide au développement fournie aux pays en situation de fragilité. Sur les 2,5 milliards de dollars que la Banque a engagés pour ce programme, 100 millions de dollars étaient consacrés à la Sierra Leone, soit le double de l'allocation pays type. La Banque a récemment élevé son Département d'appui à la transition à un rang supérieur et approuvé une nouvelle Stratégie pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, mettant l'accent sur les principaux points d'entrée permettant de gérer les facteurs sous-jacents de la fragilité et d'édifier des sociétés et des États résilients grâce à des institutions efficaces, au renforcement des capacités et aux partenariats.

La présente Revue sur l'efficacité du développement évaluant le soutien de la Banque à la Sierra Leone examine les progrès accomplis par ce pays dans la gestion de la transition à la suite du conflit ainsi que les enseignements tirés par l'institution dans la fourniture efficace de son soutien dans l'environnement fragile du pays. Elle présente des données issues du Cadre de mesure des résultats de la Banque sur la période allant de 2005 à 2014 et fournit des exemples de nos opérations en cours. Le premier chapitre examine les efforts déployés par la Sierra Leone en vue de passer de l'aide humanitaire et de la reconstruction post-conflit à des objectifs de développement à plus long terme, grâce à des plans de développement national successifs. Le deuxième chapitre analyse la contribution de la Banque à ces résultats et l'évolution de son portefeuille en réponse à l'évolution des priorités du gouvernement. Le troisième chapitre examine dans quelle mesure la Banque gère bien son portefeuille en Sierra Leone et le quatrième porte sur la capacité du Bureau extérieur de Sierra Leone en tant qu'organisation. Le dernier chapitre porte essentiellement sur l'avenir de nos interventions en Sierra Leone.

Le développement en Sierra Leone

Depuis 2002, la Sierra Leone a enregistré des progrès louables en rétablissant les services de base et les infrastructures essentielles, en réintégrant les ex-combattants et les réfugiés et en mettant en place

les fondements nécessaires au retour à la prospérité. Ces réalisations ont culminé avec la fermeture réussie du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, en mars 2014, et son remplacement par une mission de développement. Certes la Sierra Leone a encore des défis à relever, mais elle se distingue des autres pays africains en situation de fragilité par la manière dont elle a réussi à surmonter les séquelles du conflit et de la fragilité.

Après la fin du conflit, en 2002, le gouvernement sierra-léonais n'a pas tardé à lancer une stratégie de reprise nationale, visant à répondre aux besoins de reconstruction post-conflit les plus urgents et à mettre en place une passerelle vers une reprise et un développement à plus long terme. Sa première stratégie de réduction de la pauvreté, le Programme national pour la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la bonne gouvernance (2005), mettait l'accent sur la reprise économique et la réduction de la pauvreté, et la seconde, l'Agenda pour le changement 2008-2012, accordait la priorité à l'édification de l'État. L'actuel Agenda pour la prospérité 2013-2018 identifie les fondements que la Sierra Leone doit mettre en place pour devenir un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2035. Il met l'accent sur l'amélioration de l'utilisation de l'abondant potentiel agricole du pays, l'accroissement de sa participation aux marchés régionaux, l'expansion des investissements dans les infrastructures et le renforcement de la gouvernance du secteur des industries extractives, en vue de garantir que les richesses minérales du pays soient utilisées au profit de la population.



Grâce à l'électricité du barrage de Bumbuna, je gagne près 5 dollars par jour. Je réinvestis ce bénéfice dans mes affaires et mon rêve est d'avoir une boutique plus grande contenant les différents produits dont les gens ont besoin dans cette communauté

Sheku Mansaray, propriétaire du télécentre All Nations, route de SALCOST, Bumbuna

Durant les cinq dernières années, la Sierra Leone a enregistré une croissance économique appréciable, de 8% en moyenne, avec une pointe de 20,1% en 2013. La croissance est essentiellement tirée par les minerais (diamants, rutile, bauxite, or, fer et ilménite), avec deux grandes entreprises d'exploitation du minerai de fer entrées en activité en 2011, en plus d'un important potentiel de production de pétrole et de gaz offshore.

Synthèse du tableau de bord de la performance 2015

NIVEAU 1 : LE DÉVELOPPEMENT EN SIERRA LEONE

- Transition vers la croissance économique et diversification
- Bâtir une gouvernance transparente et robuste
- Mettre en place des bases économiques stables et une économie compétitive
- Développement social inclusif
- Transition vers la croissance verte
- Promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes

NIVEAU 2 : COMMENT LA BAD CONTRIBUE-T-ELLE AU DÉVELOPPEMENT DE LA SIERRA LEONE ?

DSP 2005–2009 : Rebâtir les institutions étatiques et promouvoir les services de base en vue d'améliorer le développement humain

- Fournir les soins de santé de base pour tous
- Élargir l'accès à l'éducation
- Renforcer les bases macroéconomiques pour promouvoir la reprise

DSP 2009–2012 : Répartir les dividendes de la paix en favorisant la croissance inclusive et l'emploi

- Améliorer les moyens de subsistance en milieu rural par l'augmentation de la production agricole
- Soutien au développement du secteur privé et à la création d'un environnement favorable aux affaires
- Renforcer les institutions de gestion des finances publiques en vue de réaliser la croissance inclusive

DSP 2013–2017 : Transformation structurelle pour hisser le pays au rang de pays à revenu intermédiaire et promouvoir la croissance verte

- Amélioration de l'approvisionnement en électricité grâce au pool énergétique régional
- Relier les routes nationales au réseau routier régional
- Promotion de la transparence dans les industries extractives, mobilisation des ressources intérieures et croissance verte

NIVEAU 3 : DANS QUELLE MESURE LA BAD GÈRE BIEN SES OPÉRATIONS EN SIERRA LEONE ?

Renforcement des résultats au niveau du pays

- Engagement du pays
- Efficacité de l'aide

Exécution des opérations de manière efficace et dans les délais

- Tirer des enseignements de nos opérations
- Assurer une solide performance du portefeuille
- Préparer des opérations de grande qualité

Conception des opérations tenant compte de l'égalité des genres

- Prise en compte de l'égalité des genres

NIVEAU 4 : EFFICACITÉ DE LA BAD EN TANT QU'ORGANISATION EN SIERRA LEONE

- Décentralisation : nous rapprocher davantage de nos clients
- Ressources humaines : impliquer et mobiliser le personnel
- Processus opérationnels et efficacité-coût

Au niveau 1, la performance relative de la Sierra Leone est mesurée par la comparaison entre les progrès qu'elle a accomplis et les progrès accomplis par les pays africains comparables en situation de fragilité. Pour le niveau 2, la performance de la Banque est mesurée en comparant les résultats escomptés et les résultats effectifs pour toutes les opérations achevées. Pour les niveaux 3 et 4, les progrès sont mesurés par rapport aux cibles fixées dans notre Cadre de mesure des résultats.

- **Progrès accomplis** : plus de la moitié des indicateurs du groupe se sont améliorés par rapport aux données ou groupes de référence.
- **Progrès limités** : résultats mitigés, avec autant d'indicateurs montrant une amélioration que d'indicateurs signalant peu ou pas de progrès.
- **Progrès bloqués ou en régression** : plus de la moitié des indicateurs du groupe montrent une stagnation des progrès ou un recul durant deux périodes.
- **Progrès non mesurables**.

L'enjeu consiste à faire en sorte que ces ressources offrent des possibilités pour la population dans son ensemble. À l'heure actuelle, le chômage des jeunes dans les zones urbaines et le sous-emploi en milieu rural demeurent des défis majeurs. La valeur ajoutée agricole n'a augmenté que lentement, et l'agriculture est en majeure partie au niveau de la subsistance, bien qu'elle demeure la plus grande source d'emplois et le principal contributeur au PIB. Ces cinq dernières années, le taux de pauvreté est tombé de 66 % à 53 % – résultat remarquable, mais qui masque une inégalité considérable entre les zones urbaines et rurales.

Le gouvernement de la Sierra Leone joue un rôle moteur dans ses partenariats pour le développement et, ces dernières années, il est devenu un ardent défenseur des principes du New Deal convenus à Busan, avec ses objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Il a pris des mesures pour réduire la corruption en renforçant sa loi sur la lutte contre la corruption en 2008 et il a enregistré une amélioration régulière d'une gamme d'indicateurs de gouvernance, notamment la capacité d'audit et de passation de marchés. Toutefois, une bonne gouvernance soutenue, y compris dans la lutte contre la corruption, demeure un défi que le gouvernement doit relever.

Afin de renforcer la gouvernance du secteur des industries extractives, le gouvernement a promulgué un nouveau code minier en 2009, a créé une agence minière nationale en 2012 pour réglementer l'industrie minière et a atteint la conformité avec l'Initiative de transparence dans les industries extractives (EITI) en 2014. Davantage d'efforts sont cependant encore nécessaires pour faire en sorte que le secteur des minerais apporte une contribution appropriée au développement national en créant des emplois et en générant des recettes publiques.

Une décennie de conflit a provoqué un immense déficit infrastructurel qui entrave la croissance du pays. Le gouvernement a fait de l'investissement dans les infrastructures une priorité mais il lui reste encore du chemin à parcourir pour combler le déficit. Actuellement, 14 % seulement des Sierra-léonais ont accès à l'électricité et ils doivent pour cela acquitter des prix parmi les plus élevés d'Afrique (0,32 dollar le kWh). Des lacunes considérables existent dans l'infrastructure des transports et de l'énergie, plus particulièrement dans les principales liaisons régionales. Le Plan directeur de développement de l'infrastructure régionale de la Communauté économique d'Afrique de l'Ouest éliminera certaines de ces lacunes. Par exemple, l'autoroute côtière trans-ouest-africaine de Dakar à Lagos reliera entre eux 12 pays de l'Afrique de l'Ouest par des routes revêtues sur 4600 km.

La Sierra Leone a accompli des progrès notables grâce à l'amélioration de l'environnement des affaires, en réduisant considérablement les délais et les coûts de création d'entreprises. Son système financier demeure cependant peu développé : 15 % seulement de la population a accès à des services financiers. L'émergence de nouveaux services financiers adaptés à la réalité africaine, comme les services bancaires fournis au moyen de la

téléphonie mobile, devrait permettre de combler cette lacune au cours des prochaines années. Il est encourageant que des banques commerciales – Guaranty Trust Bank, ECOBANK et United Bank for Africa, par exemple – aient été constituées, qu'elles partagent leur expertise et élargissent l'accès aux services bancaires de base pour la population dans son ensemble. Parallèlement, les contraintes de liquidité imputables aux prêts non productifs et à la flambée des taux d'intérêt pèsent sur certaines banques d'État.

À la fin de la guerre, les Sierra-léonais avaient une espérance de vie inférieure à 40 ans, le pays avait certains des indicateurs de développement humain les plus faibles de la planète et les services de base étaient en piteux état. Des améliorations sensibles ont été enregistrées au cours des 12 dernières années. Dans le domaine de l'éducation, le taux d'achèvement du cycle primaire se situe à un bon niveau, 71 %, contre 59 % en moyenne pour les pays en situation de fragilité. Toutefois, étant donné le manque de structures de formation professionnelle, les jeunes Sierra-léonais sont mal préparés aux emplois dans le secteur formel ou à l'entrepreneuriat. Les indicateurs de santé se sont régulièrement améliorés, avec la réduction de la mortalité maternelle et des enfants de moins de 5 ans, et l'augmentation de l'espérance de vie à 46 ans. En vue d'améliorer les indicateurs de santé encore médiocres du pays, le gouvernement a lancé un programme phare de soins de santé qui comprend des services gratuits de santé pour les femmes enceintes, les femmes qui allaitent et les enfants de moins de 5 ans.



Le gouvernement de la Sierra Leone joue un solide rôle de chef de file dans ses partenariats pour le développement et est un défenseur du New Deal

Malheureusement, le niveau de prestation des services de soins de santé demeure faible. Le système national de santé s'est avéré incapable d'endiguer l'épidémie d'Ebola, qui s'est propagée de manière exponentielle dans les zones rurales et urbaines. En dehors d'une mortalité sans précédent, l'épidémie perturbe considérablement la vie économique et sociale. L'impact n'est pas encore connu dans toute son ampleur, mais des évaluations préliminaires opérées par la Banque donnent à penser qu'une gamme de paramètres économiques fondamentaux a été affectée : la croissance économique ; la stabilité macroéconomique, notamment le déficit budgétaire et les niveaux des prix qui affectent le commerce ; les niveaux d'emploi ; la productivité agricole ; ainsi que les niveaux de pauvreté en général. Une amélioration régulière de tous ces indicateurs au cours de la dernière décennie avait placé fermement la Sierra Leone sur la trajectoire de la transition d'une situation de fragilité vers un État résilient. À présent, face à la propagation et à la durée de l'épidémie, le pays court un risque très réel de dérapage et de revers.

L'épidémie a provoqué un ralentissement de la croissance du PIB réel, de 20 % en 2013 à 7 % en 2014. L'épidémie a également exercé des pressions sur les prix des denrées alimentaires, l'inflation est passée de 6,5 % à 10 % entre mai et décembre 2014, et la balance des paiements s'est dégradée, en raison de l'augmentation des importations de denrées alimentaires et d'équipements médicaux, et de la réduction des exportations de minerai de fer. Le programme de reprise du gouvernement demande une dépense extrabudgétaire supplémentaire de 625 millions de dollars pour relancer l'activité économique et sociale au cours des 12 prochains mois. Le programme de reprise devrait appuyer le rétablissement des services de santé et d'éducation de base, relancer l'activité du secteur agricole et du secteur privé et garantir la transition sans heurts du gouvernement vers la mise en œuvre de son Agenda pour la prospérité.

Comment la BAD a-t-elle contribué au développement de la Sierra Leone

Depuis la reprise du programme pays après 2002, la Banque a montré son solide attachement à la reprise post-conflit du pays en contribuant plus de 350 millions de dollars sous forme de dons et de financements concessionnels à la Sierra Leone, y compris 100 millions de dollars par le biais de la Facilité d'appui à la transition. L'aide de la Banque sur la base de ses documents de stratégie pays (DSP) est étroitement alignée sur les stratégies de développement national successives et fournie en étroite partenariat avec le gouvernement, conformément aux principes du New Deal. Le programme pays représente un bon exemple de certains des principes et engagements établis dans la nouvelle stratégie de la Banque pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, ainsi que des priorités de sa Stratégie décennale 2013–2022.



Pour répondre à la crise causée par l'épidémie d'Ebola, la Banque s'est employée à mettre en place pour la région un programme d'appui budgétaire d'urgence à décaissement rapide et d'assistance technique se chiffrant à 223 millions de dollars, dont 60 millions de dollars pour la Sierra Leone

Au cours de la phase suivant immédiatement la fin du conflit, notre aide a été consacrée au rétablissement des services de base à la population. Sous le leadership du gouvernement et compte tenu de la destruction des trois quarts de l'infrastructure de santé, la Banque a accordé une aide financière pour rebâtir et remettre en état 44 unités de soins de santé, dont 15 hôpitaux, et former 800 médecins, infirmiers et autres agents des services médicaux; elle a fourni des services de santé améliorés à 2,6 millions de personnes. Dans le domaine de l'éducation, nous avons accompagné le gouvernement dans sa campagne de rentrée scolaire, qui a

introduit l'enseignement primaire gratuit à partir de 2001. Nous avons reconstruit 56 établissements d'éducation et formé plus de 1500 enseignants, fourni l'accès amélioré à l'éducation à 432 000 enfants et la formation professionnelle à 24 000 personnes. Ces contributions ont été substantielles et ont contribué au programme de reprise du gouvernement, mais nous n'ignorons pas que des défis de taille subsistent dans le secteur social.

En vue de rétablir la stabilité macroéconomique, la Banque a réalisé un ensemble d'opérations d'appui budgétaire qui ont permis de financer les services et les investissements publics revêtant une importance cruciale pour la relance économique et la reprise des réformes structurelles et budgétaires. Nous avons fourni 106 millions de dollars d'allégement de dette en valeur nominale, de façon à libérer les ressources publiques de la Sierra Leone nécessaires aux services essentiels. À mesure que la situation macroéconomique se stabilisait, la Banque a réorienté son soutien, qui est passé de l'appui à la balance des paiements à l'appui budgétaire, en vue d'accompagner les réformes à long terme de la gestion des finances publiques et de la bonne gouvernance du secteur des industries extractives. Grâce à cette aide, la Sierra Leone a accédé au statut de pays conforme dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI) en 2014; cette aide lui a aussi permis de participer au processus international d'évaluation comparative de la Charte des ressources naturelles. Nous contribuons également au développement d'une infrastructure financière améliorée dans la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest, en vue de faciliter les paiements interbancaires en temps réel et de promouvoir l'intégration régionale.

La Banque aide également le gouvernement sierra-léonais avec des investissements substantiels dans l'agriculture et la pêche, en vue de contribuer au rétablissement des moyens de subsistance de base dont dépend une proportion importante de la population. Elle a restauré 5 000 hectares de terrains marécageux et 8000 hectares de cultures arbustives profitant à des dizaines de milliers d'exploitants agricoles. Elle a contribué à rétablir la capacité du gouvernement dans le secteur par la remise en état de 93 bâtiments du ministère de l'Agriculture, la formation de conseillers spécialisés et la mise en place de 325 champs-écoles et d'organisations paysannes. De même, elle a directement investi dans le secteur privé, notamment dans le projet bioénergétique d'Addax qui employait plus de 2500 personnes, dont la moitié était des exploitants agricoles. Des sites de débarquement de poisson ont été construits à Goderich, Tombo, Shenge et Bonthe, ce qui a amélioré les moyens de subsistance de 10 000 personnes, dont 60 % étaient des femmes. Ces sites de débarquement sont actuellement gérés dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP).

Le DSP actuel pour 2013–2017 appuie l'ambition de la Sierra Leone de devenir un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2035. Au titre du pilier sur l'appui au développement porteur de transformation et à la mise en place d'infrastructures durables, la Banque aide la Sierra Leone par des investissements substantiels dans le développement du pool énergétique d'Afrique de l'Ouest qui relie les réseaux

nationaux de Côte d'Ivoire, du Libéria, de Guinée et de Sierra Leone pour remédier aux inefficacités des réseaux nationaux d'électricité. La Banque a également contribué à financer l'achèvement du barrage hydroélectrique de Bumbuna qui a plus que doublé la capacité de production d'électricité de la Sierra Leone, en produisant 50 MW d'énergie supplémentaires. Nous investissons dans les réseaux de transport régionaux, comme le tronçon du corridor de la route Matotoka-Sefadu reliant l'est du pays aux autres régions et la route Port Loko-Lungi qui relie l'aéroport à la capitale. Ces réseaux permettent aux entreprises d'accéder à des marchés régionaux plus vastes, tout en fournissant une gamme d'avantages additionnels aux communautés situées le long de la route. Notre investissement dans les services médicaux et la santé générale de la population est complété par l'aide que nous apportons à l'amélioration des services d'eau et d'assainissement, domaine dans lequel nous avons le plus investi depuis la fin du conflit. Grâce à notre appui budgétaire et notre dialogue sur les politiques, nous continuons de promouvoir la transparence dans le secteur des industries extractives et l'amélioration de la gestion des finances publiques, en vue de renforcer la capacité de la Sierra Leone à mobiliser les recettes procurées par les ressources naturelles et à les investir dans l'intérêt du public.

“ *L'école a encouragé les membres de la communauté à scolariser leurs enfants. C'est l'unique école primaire de la communauté. Les cours n'ont lieu que dans la matinée, avec quatre instituteurs et 490 écoliers, de la première à la sixième année*

Amadu M. Conteh, directeur

En 2014, à la demande urgente du gouvernement de la Sierra Leone, la Banque a rapidement amplifié ses interventions dans le secteur de la santé en réponse à l'épidémie d'Ebola. La Banque a joué le rôle de chef de file régional, appuyant les plans nationaux d'intervention des trois pays les plus touchés, Guinée, Libéria et Sierra Leone. En avril 2014, nous étions parmi les premiers partenaires au développement à fournir une aide d'urgence. Le Président de la Banque, Donald Kaberuka, a été parmi les premiers dirigeants du monde à se rendre en visite en Sierra Leone au début de l'épidémie. En 2014, nous avons fourni au total 223 millions de dollars dans toute la région, dont un montant de 60 millions de dollars était alloué à la Sierra Leone. Ces fonds ont été fournis par le biais à la fois de l'appui budgétaire, de l'assistance technique pour le déploiement du personnel médical externe, des mesures d'intervention d'urgence et d'un soutien accru aux systèmes régionaux de soins de santé et grâce au renforcement des capacités humaines.

Comment nous gérons nos opérations

L'une des principales priorités de la Banque consiste à améliorer son aptitude à intervenir de manière efficace et efficiente dans

des situations de fragilité. Le programme pays de la Sierra Leone représente l'un des principaux exemples dans ce domaine. La Banque a œuvré en étroite collaboration avec le gouvernement en vue de contribuer à renforcer son rôle moteur dans le partenariat pour le développement. La Banque est attachée au Cadre de responsabilité mutuelle qui a été convenu entre le gouvernement et les partenaires au développement au début de 2014 et qui reflète le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles. Auparavant, nous avons formellement rattaché le programme pays à celui de la Banque mondiale, par le biais d'une stratégie d'assistance commune, alignée sur l'Agenda pour le changement du pays. Nous participons à cinq groupes thématiques de bailleurs de fonds partenaires et nous présidons le groupe de travail des bailleurs de fonds sur l'appui budgétaire, qui vise à harmoniser nos indicateurs de performance et le dialogue sur les politiques.

“ *La Sierra Leone a convenu d'un mécanisme de responsabilité mutuelle avec les partenaires au développement, définissant leur engagement commun à appuyer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État*

Le leadership fort du gouvernement et l'engagement proactif de notre bureau extérieur nous ont permis d'améliorer la performance de notre portefeuille : nos notes pour la qualité technique et la prestation efficace s'améliorent régulièrement. La capacité limitée des systèmes nationaux est un défi de taille pour nos opérations mais nous y remédions en prenant part aux initiatives qui visent à renforcer les compétences de gestion de projets dans le pays, ce qui s'est traduit par le fait que toutes nos opérations achevées sont notées satisfaisantes. Par ailleurs, toutes nos activités de renforcement des capacités – par exemple, notre aide à l'administration fiscale nationale – ont donné lieu à des résultats durables.

“ *Au cours des sept dernières années, la Banque a accordé plus de 2,5 milliards de dollars d'aide supplémentaire par l'intermédiaire de la Facilité d'appui à la transition, dont un montant additionnel de 100 millions de dollars pour la Sierra Leone*

En vue d'améliorer la qualité de la mise en œuvre, nous avons fourni une formation en gestion de projets à nos interlocuteurs nationaux et aux entreprises privées locales participant à la mise en œuvre, pour leur permettre de respecter les critères fiduciaires de la Banque. Grâce aux gains d'efficacité qui en résultent, nos taux

de décaissement se sont améliorés, passant de 12 % en 2011 à 43 % en 2014, et la proportion de projets à risque est tombée de 43 % à zéro sur la même période. Pour l'année 2014, la crise causée par l'épidémie d'Ebola a entraîné la suspension des activités de travaux de génie civil pour certains projets financés par la Banque, ce qui pourrait potentiellement affecter la qualité du portefeuille si l'épidémie n'est pas rapidement maîtrisée. Les nouvelles mesures de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque ont été pleinement appliquées en Sierra Leone, et en 2014 toutes nos opérations comprenaient des mesures satisfaisantes d'atténuation des risques.



Les affaires vont bien, je gagne bien plus maintenant. Avant le barrage de Bumbuna, je comptais sur un petit générateur pour alimenter la boutique en électricité; j'utilisais quatre à cinq litres d'essence par jour et je tournais souvent à perte

Sheku Mansaray, propriétaire du télécentre All Nations, route de SALCOST, Bumbuna

Outre son aide financière, la Banque a élaboré trois produits du savoir au cours des dernières années – un examen exhaustif des besoins en infrastructures pour le gouvernement et les partenaires au développement, et des études sur la croissance verte et l'égalité des genres, produites pour aider le gouvernement à intégrer ces questions dans l'Agenda pour la prospérité.

Notre efficacité en tant qu'organisation en Sierra Leone

Au cours de ces dernières années, la Banque n'a ménagé aucun effort pour améliorer son aptitude à intervenir efficacement dans les pays en situation de fragilité. En Sierra Leone, ce processus s'est surtout manifesté par la mise en place d'un bureau national en 2007 et par les mesures prises par la suite pour le renforcer et lui déléguer des pouvoirs. Notre présence dans le pays a aidé à approfondir le dialogue avec le gouvernement et à améliorer notre collaboration avec d'autres partenaires au développement, ce qui a permis, entre autres, de mener des opérations conjointes avec le ministère du Développement international du Royaume-Uni, avec l'Union européenne et le Fonds de l'OPEP pour le développement international. La connaissance nettement plus approfondie du contexte national, acquise grâce à notre présence dans le pays, a amélioré la qualité des travaux d'analyse et la conception des projets. Nous sommes également en mesure d'œuvrer en étroite collaboration avec les interlocuteurs du

gouvernement, en aidant à renforcer leurs capacités et en relevant les défis liés à la mise en œuvre.

Enfin, en 2014, la Banque a manifesté son solide engagement envers la Sierra Leone en activant son processus de continuité des opérations, ce qui a permis au bureau extérieur de poursuivre ses opérations pendant toute la période de la crise causée par l'épidémie d'Ebola. Nos environnements de travail virtuels ont réduit l'empreinte écologique du personnel tout en maintenant actives les principales opérations. La présence du bureau extérieur s'est avérée indispensable pour assurer la coordination des opérations d'urgence avec le gouvernement et la régularité des interventions.

Conclusion et perspectives

La Sierra Leone a fait des progrès remarquables en consolidant une démocratie pacifique et en passant de l'aide humanitaire post-conflit et de la reconstruction à la mise en place des bases nécessaires à la croissance inclusive à long terme. La Banque a été un partenaire privilégié du pays tout au long de ce processus de transition, en contribuant à combler les déficits de ressources et à reconstituer les capacités de l'État.

Toutefois, de sérieux facteurs de fragilité sont encore à l'œuvre et ils ont été aggravés par l'épidémie d'Ebola. La Sierra Leone aura à relever certains défis de taille pour pouvoir retrouver sa trajectoire de solide croissance et de relèvement post-conflit. Pour traduire la richesse minérale du pays en avantages pour la population dans son ensemble, il faudra davantage de transparence dans le secteur des minerais et dans la gestion des ressources publiques, afin que les recettes minières soient collectées et investies dans l'intérêt public. La Sierra Leone devra diversifier son économie et réduire sa dépendance à l'égard des exportations de minerais, avec des politiques et des institutions qui appuieront un secteur privé solide, notamment des exploitations agricoles et des entreprises agroalimentaires plus productives. Elle devra aussi investir davantage dans les infrastructures pour continuer de réduire les déficits infrastructurels et permettre à la population de tirer un meilleur parti de la croissance économique. Nous considérons la diversification économique et le développement des infrastructures comme étant les bases fondamentales qui permettront à la Sierra Leone de réaliser son rêve de devenir un pays à revenu intermédiaire.

La Banque est prête à aider la Sierra Leone à atteindre ces objectifs. Nous continuerons de fournir des ressources additionnelles au pays par le biais de la Facilité d'appui à la transition. Nous aiderons également le gouvernement à identifier de nouvelles sources de financement du développement, y compris en utilisant les ressources de la Banque pour mobiliser davantage d'investissements du secteur privé, en renforçant sa capacité à s'engager activement dans des PPP bankable et en l'aidant à améliorer la mobilisation des recettes publiques, en particulier auprès du secteur des industries extractives. ■

